

# le Courrier des Yvelines

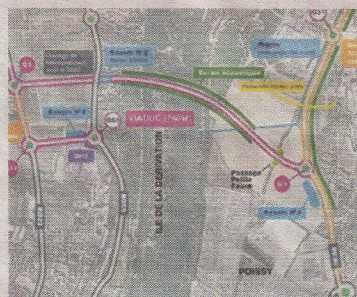
Edition Poissy

[actu.fr/78actu](http://actu.fr/78actu)

Mercredi 5 avril 2023 - N° 4039 - Hebdo - 1.70 €

Poissy - Carrières - Achères - Triel - Chanteloup | 40

## Pont d'Achères : un projet à plus de 200 M€ ?



PONT D'ACHÈRES.

# Un projet à plus de 200 millions d'euros ?

*Le Courrier des Yvelines  
(Merc. 05 Avril 23)*

Après une enquête publique sur l'autorisation environnementale de la liaison routière entre la RD30 et la RD190, le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable à ce projet. Cependant, le projet devrait coûter 80 millions € de plus au Département.

C'était un avis attendu. Pendant 47 jours, du 5 décembre au 20 janvier les citoyens d'Achères, Carrières-sous-Poissy, Poissy, Triel-sur-Seine et Chanteloup-les-Vignes ont été consultés sur l'autorisation environnementale de cette liaison routière entre la RD30 et la RD190. Une consultation où il y a eu 350 contributions de la part des citoyens sur ces futurs travaux d'envergure pour le nord des Yvelines.

Ce projet de liaison d'environ 6 kilomètres prévoit de traverser les communes d'Achères, Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes et Triel-sur-Seine par la création d'une route d'environ 3,4 km à 2 x 2 voies et la requalification de 2,4 kilomètres de voies existantes de la RD30 et RD190. Mais ce chantier prévoit surtout la création d'un nouveau viaduc entre Achères et Carrières-sous-Poissy, qui s'érigera à 7,5 m de haut depuis la Seine, sur une longueur de 780 m, le tout soutenu par 7 piles.

## Un seuil de pollution qui risque d'être dépassé

Dans un document de 112 pages et une conclusion de 18 pages, Henri Myldarz le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable à ce projet.

Cependant, ce dernier a émis 8 recommandations concernant

ces travaux et pas des moindres.

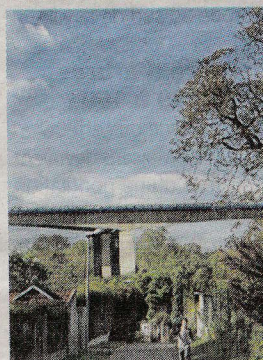
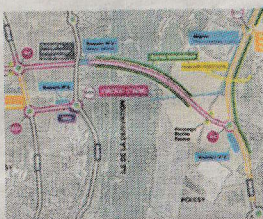
Tout d'abord, le commissaire enquêteur souhaite que le jardin partagé et pédagogique Utop'île sur l'île de la Dérivation « **très impacté** » par les travaux soit protégé par le maître d'ouvrage.

Hormis ce souhait, plusieurs doutes sont émis de la part du commissaire enquêteur, notamment sur le dépassement du seuil de pollution de l'air. Il envisage ainsi de limiter la circulation et/ou la vitesse. « **Étant proche des seuils acceptables. Le maître d'ouvrage étudiera la possibilité de mettre en place une procédure de remédiation (limitation de la circulation et/ou de la vitesse) en cas de dépassement de ces seuils** », analyse Henri Myldarz.

Une des recommandations concerne l'impact sonore pour les riverains de l'île de la Dérivation, de l'île d'Achères et des riverains du tracé à Andrézy. Ces habitants vont être « **impactés** » malgré la hauteur du viaduc et la mise en place de protections acoustiques sur le tablier. Le commissaire enquêteur incite ainsi le maître d'ouvrage à « **installer des protections complémentaires sur les habitations les plus exposées** ».

## Un projet à plus de 200 millions d'euros ?

Mais surtout, une des recom-



Sur l'île de la Dérivation à Carrières-sous-Poissy, Denis Millet, président de l'association Non au Pont D'Achères, nous montre l'endroit où devrait passer le pont d'Achères, au niveau de la maison. (photo en bas à gauche ©Non au pont d'Achères).

mandations porte sur l'actualisation du coût du projet. Ce dernier a été estimé à 120 M € TTC en 2011. Or plusieurs éléments rendent cette estimation « **obsolète** » selon le commissaire enquêteur.

Le projet a été largement modifié depuis l'estimation initiale : allongement du viaduc de 15 % en longueur, réalisation d'une estacade à la place d'une passerelle, réalisation d'ouvrages hydrauliques, mise en œuvre d'écrans acoustiques sur le via-



duc et le long du RD30, aménagements paysagers des zones de compensation, aménagement de passages faune, etc.

Toutes ces modifications,

associées à une augmentation récente du coût de l'énergie et des matières premières font dire à Henri Myldarz que le montant pourrait dépasser les

200 M € TTC. Une somme de plus de 80 millions d'euros par rapport au budget initial qui « **peut avoir une incidence sur les modalités et capacités de financement du projet, dont les subventions ne sont pas indexées dans les mêmes proportions** », rapporte le commissaire enquêteur.

Dans ses 5 autres recommandations, le commissaire enquêteur demande au maître d'ouvrage de : rendre les écrans acoustiques à proximité des bâtiments transparents, de réaliser plus de passage de faune, de respecter les normes environnementales et de réaliser un complément d'études sur les besoins de protection de la circulation piétonne.

Interrogé sur ces recommandations et ce surcoût de 80 millions d'euros, le Département n'a pas souhaité donner suite à nos demandes.

Florent Jacono

## « NOUS CONTESTERONS AUPRÈS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF »

Cet avis favorable émis par le commissaire enquêteur est largement regretté par les associations environnementales qui avaient manifesté le 15 janvier dernier. Cependant, cette enquête publique aura « ravivé l'opposition des citoyens et du monde associatif local à ce projet », selon Denis Millet, président de l'association Non au Pont d'Achères. L'enquête publique a ainsi recueilli plus de 350 contributions.

« Depuis le début de ce dossier, nous dénonçons un projet bâclé et en décalage avec les attentes des citoyens et les besoins du territoire. Lors de cette enquête, nous avons pu mettre en évidence les nombreuses incohérences et approximations de cet aménagement routier, en particulier sur les questions de pollutions atmosphériques, de nuisances sonores et de destruction

des habitats », indique Denis Millet qui pointe du doigt les problèmes financiers.

« Le projet n'est pas plus vertueux, puisque son coût de 120 millions d'euros est une estimation de 2011 jamais actualisée, ce qui laisse craindre une explosion conséquente du budget », estime le président de l'association. Ce dernier considère que les 8 recommandations du commissaire enquêteur reprennent « des arguments soulevés par les associations et attestent ainsi la pertinence des oppositions à ce projet ».

### **Le dernier recours à la députée Nadia Hai**

Soutenues par la députée de la 7<sup>e</sup> circonscription (Canton d'Andrézy, de Conflans-Sainte-Honorine, de Meulan et de Triel-sur-Seine) des Yvelines, Nadia Hai (Renaissance),

les associations espèrent que la députée fera changer d'avis le préfet des Yvelines. « Je dois rencontrer la députée pour lui donner les éléments techniques », nous renseigne Denis Millet.

« Si la préfecture signe l'arrêté d'autorisation environnementale unique, nous le contesterons auprès du tribunal administratif. Nous disposons d'assez d'éléments factuels et déterminants, susceptibles d'entraîner son annulation par les juges », assure le président de l'association.

En 2013, trois associations, dont Non au Pont d'Achères, avaient attaqué l'arrêté de la préfecture déclarant d'utilité publique ce projet. Ce recours avait été rejeté en appel et en première instance en 2014 et en 2016.

Florent Jacono